

**Séance ordinaire du  
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Mise en place d'un Plan De Mobilité (PDM) harmonisé de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole**

L'article 51 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que, dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toutes les entreprises regroupant plus de 100 salariés sur un même site doivent élaborer un PDM. Le plan de mobilité prévu au 9° de l'article L. 1214-2 vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité de l'entreprise, en particulier ceux de son personnel, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité organisatrice des transports, maintenant autorité organisatrice des mobilités, est impliquée depuis de nombreuses années dans le développement d'une politique harmonieuse des déplacements sur son territoire. Elle donne notamment la priorité aux mobilités les moins polluantes, aux usagers les plus fragiles, à l'intermodalité afin de limiter la dépendance à l'automobile dans une logique de développement durable et soutenable, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre le bruit.

A ce titre elle agit à la fois en amont au niveau des documents stratégiques comme le Plan de Déplacement Urbain (PDU) ou le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) mais aussi de manière très concrète en construisant et exploitant le réseau de transport en commun, en réalisant des aménagements favorisant les mobilités actives et en assurant des actions de promotion et d'incitation en faveur de ces modes de déplacements pour l'ensemble des usagers, entreprises et structures du territoire.

Le PDM est ainsi un des leviers d'action de mise en œuvre de cette politique.

La démarche de convergence entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est l'occasion, dans un souci d'exemplarité des deux entités, de mettre en place un PDM harmonisé dont les objectifs sont de proposer à chaque agent des solutions de déplacement en les incitant à penser différemment, d'assurer une équité sociale, de promouvoir les déplacements doux et de faciliter le processus de mutualisation.

Le dispositif PDM harmonisé offre plusieurs solutions de déplacement aux agents.

Les modalités pratiques et tarifaires suivantes seront applicables au 1 juin 2018.

### **1. Le déplacement en transports en commun**

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de l'ensemble des lignes TaM ainsi que des parkings Tram, de la mise à disposition gratuite d'un vélo VELOMAG complété de ses éléments de sécurité et d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

La collectivité prend à sa charge 50% du montant de l'abonnement annuel TaM (*40% pour la ville de Montpellier + 10% pris en charge par la Métropole*).

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois.

Pour tous autres abonnements (*Tatoo, Via pro, Hérault Transport ...*), la collectivité prend à sa charge 50% du montant annuel de l'abonnement (la prise en charge est plafonnée à 86.17€/mois en 2018).

### **2. Le déplacement en vélo classique**

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo classique	100 €	100 €	100 €	100 €	50 €	50 €	50 €

### 3. Le déplacement en vélo pliable pour développer l'intermodalité

Cette nouvelle offre doit pouvoir aider certains agents à faciliter leurs déplacements multimodaux comme le train + vélo ou le tramway + vélo et ainsi développer de nouveaux usages des modes doux.

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo pliable avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo pliable	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	100 €	100 €

### 4. Le déplacement en vélo à assistance électrique (VAE)

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo classique ou pliable, d'un abonnement transport en commun ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition d'un VAE avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois. Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

La perte, le vol ou une dégradation importante du VAE nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
VAE	300 €	300 €	300 €	300 €	200 €	100 €	100 €

## **5. L'expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)**

Afin d'inciter les agents à changer de comportement et favoriser l'usage du vélo pour les déplacements domicile/travail, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent la mise en place d'une expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo pour 20 agents de la Ville de Montpellier et 10 agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un accès parking, d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à la collectivité.

L'indemnité est fixée à 25 centimes d'euros par kilomètre parcouru entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

L'indemnité kilométrique est plafonnée à 216.72€/an en 2018 (montant de la participation annuelle TaM ). Elle sera versée mensuellement sur la paie de l'agent.

Ce dispositif est cumulable avec un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail (déduit forfaitairement de l'IKV)

## **6. Le déplacement en voiture : stationnement parking**

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à la collectivité ou de l'IKV. De plus, ce dispositif n'est accessible qu'aux agents habitant à plus de 500 mètres d'une station de Tramway et à plus de 2 kilomètres de leur lieu de travail.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018 pour une durée de 6 mois (jusqu'au 30 novembre 2018). Ce délai permettra aux agents de revoir leur organisation personnelle en termes de déplacements.

La Direction Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial appréciera les demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales. Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises à la Direction Générale des Services.

Pour plus d'équité, le montant de la participation financière demandé à l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM

Participation mensuelle	Voitures	Deux-roues
A < 25 000 € nets annuels	20 €	10 €
25 000 € < A ≤ 28 000 €	25 €	13 €
28 000 € < A ≤ 32 000 €	30 €	15 €
A > 32 000 € nets annuels	35 €	18 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De dire que les dispositions de la présente délibération abrogent toutes dispositions contradictoires prises par des actes antérieurs ;
- D'approuver les modalités pratiques et tarifaires proposées ;
- De préciser qu'elles seront applicables au 1er juin 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 avril 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180403-31795-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 13/04/18  
Réception en Préfecture : 13/04/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.